



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 26/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ASLINKA**

13 route de Bordeaux  
33550 Le Tourne

Références : 2026\_UD33\_CRA\_39  
Code AIOT : 0100051854

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement ASLINKA implanté 13 route de Bordeaux 33550 Le Tourne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASLINKA
- 13 route de Bordeaux 33550 Le Tourne
- Code AIOT : 0100051854
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ASLINKA exploitait au 13 route de Bordeaux sur la commune de Le Tourne une station service, associée à un stockage de carburant (liquides inflammables), sous l'enseigne AVIA ainsi qu'un stockage de bouteilles de GPL.

Les parcelles concernées sont : 0409, 0364 et 0363.

**Le site était soumis à déclaration pour son activité de distribution de carburant au titre des rubriques 4734 et 1435 de la nomenclature des installations classées. Cet établissement fonctionnait au titre des droits acquis, et a cessé son activité en 2024 sans qu'aucune action de mise en sécurité des installations ne soit mis en place.**

#### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 13/01/2026, article R.512-66-1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
3	Réhabilitation	Code de l'environnement du 13/01/2026, article R.512-66-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	ATTES SECUR	Code de l'environnement du 13/01/2026, article R.512-66-1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que la mise en sécurité de cette installation classée n'est pas assurée.

En date du 18/11/2024, la liquidation judiciaire a été clôturée par le tribunal de commerce pour insuffisance d'actif du liquidateur judiciaire.

Le site se retrouve donc à responsable défaillant et la procédure de cessation d'activité n'a pas été achevée.

Conformément à l'article R.556-1 du code de l'environnement, avant tout projet de construction

ou d'aménagement, le maître d'ouvrage devra réaliser, dans les conditions définies par l'article L. 556-1 de ce même code, sur la base d'une étude de sols comprenant les éléments mentionnés à l'article R. 556-2 toujours de ce même code, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, y compris les eaux souterraines, qui permettent d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection des intérêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 556-1 du code de l'environnement, au regard du nouvel usage projeté. Il devra ensuite fournir une ATTES-ALUR, document obligatoire pour les demandes de permis de construire ou d'aménager sur des sites à risque en matière de pollution des sols, mise en place suite à la loi ALUR.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/01/2026, article R.512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>[...]</p> <p>--&gt; article R. 512-75-1 du code de l'environnement :</p> <p>[...]</p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats effectués lors de l'inspection précédente du 11/07/2024 :</b></p> <p>Lors de la visite des installations effectuées le 11/07/2024, l'inspection des installations a constaté</p>

qu'aucune mesure de mise en sécurité n'a été prise.

En effet :

- concernant l'évacuation des produits dangereux et des déchets, l'inspection a constaté la présence de bouteilles de GPL dans des casiers. Ces casiers étaient fermés à clé. Toutefois une bouteille, qui semblait vide, était présente à côté d'un casier.

De plus, l'inspection des installations classées ignorait si l'installation de stockage d'hydrocarbures, composée de cuves enterrées pour stocker les 3 carburants qui étaient distribués (gasoil, sans plomb 95 et sans plomb 98) contenaient encore des hydrocarbures.

- concernant l'interdiction / limitation des accès, aucune limitation d'accès à la station-service n'avait été mise en place.

- concernant la suppression des risques d'incendie et d'explosion, les installations présentaient des risques d'incendie et d'explosion de par la présence de bouteilles de gaz.

De plus, l'inspection ne disposait d'aucune information justifiant du dégazage et du retrait des cuves d'hydrocarbures. Par conséquent le risque d'incendie et d'explosion de ces cuves perdurait.

- concernant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, aucune mesure de surveillance des effets de l'installation sur son environnement n'avait été mise en œuvre.

L'inspection a donc proposé de mettre en demeure Maître Caroline CACHAU-LAGOUTTE, liquidateur judiciaire, représentant la société ASLINKA, de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de mise en sécurité listées à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement. Cet arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 5 septembre 2024.

En date du 18/11/2024, la liquidation judiciaire a été clôturée par le tribunal de commerce pour insuffisance d'actif du liquidateur judiciaire.

**Constats effectués lors de l'inspection du 13/01/2026 :**

Lors de l'inspection du 13/01/2026, l'inspection des installations classées a procédé à une inspection du site avec le bailleur du site et le futur acquéreur (Garage RENAULT).

Lors de cette inspection, l'inspection des installations classées a constaté :

- que les bouteilles de gaz ont été évacuées ;

- la présence de deux cuves d'hydrocarbures non dégazées :

- une composée de trois compartiments dans laquelle ont été stockés du gazole, dans deux compartiments, et du sans plomb 98 dans le troisième compartiment ;
- une composée de deux compartiments dans laquelle ont été stockés du gazole dans un compartiment et du sans plomb 95 dans l'autre compartiment ;

- la présence de déchets sur le côté de la station service notamment ;

- qu'aucune limitation d'accès à la station-service n'a été mise en place. Des voitures du garage RENAULT étaient garées au niveau de la station service. L'inspection des installations classées a constaté la présence de trous dans la voirie pouvant générer des accidents et que le couvercle des cuves d'hydrocarbures toujours présentes et non dégazées, n'était pas cadenassé, ce qui permettait de l'ouvrir facilement.

Le lendemain de notre inspection, le bailleur nous a transmis un diagnostic préalable de la qualité des sols réalisé par la société SOLETUDE, au niveau du site. Mais, ce document ne permet pas notamment :

- de connaître l'étendue de la pollution en hydrocarbures (surface, profondeur, volume) du site ;
- de savoir s'il y a une pollution des eaux souterraines et superficielles sur et hors site ;
- de savoir s'il y a des substances volatiles pouvant présenter des risques sanitaires ;
- de déterminer les travaux de remise en état du site à réaliser.

**Au regard de ces éléments, le site n'a donc toujours pas été mis en sécurité.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées a demandé au bailleur, <b><u>sous 3 mois maximum</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en sécurité le site en rebouchant les trous de la voirie et en rendant inaccessible les cuves d'hydrocarbures notamment ;</li> <li>- puis de dégazer, neutraliser et évacuer les cuves d'hydrocarbures et toutes tuyauteries encore présentes vers un centre d'élimination dûment autorisé à les recevoir ;</li> <li>- de nettoyer et d'évacuer les boues du séparateur d'hydrocarbures s'il y en a un, puis d'évacuer ce séparateur d'hydrocarbures en centre d'élimination dûment autorisé à recevoir ce type de déchets ;</li> <li>- d'évacuer les déchets encore présents vers un centre d'élimination dûment autorisé à les recevoir.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 3 mois

## N° 2 : ATTES SECUR

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement du 13/01/2026, article R.512-66-1
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, ATTES SECUR
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. [...]</p> <p>Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats effectués lors de l'inspection précédente du 11/07/2024 :</b></p> <p>L'inspection des installations classées indiquait que l'installation relevait des rubriques 1435 et 4734-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par conséquent, l'inspection des installations classées indiquait que la cessation de ces activités est soumise à l'établissement d'une ATTES-SECUR, et que l'exploitant, représenté par son liquidateur</p>

<p>judiciaire, n'a pas fait réaliser d'ATTES-SECUR.</p> <p>L'inspection demandait donc, à l'exploitant, représenté par son liquidateur judiciaire, de faire établir une ATTES-SECUR par une entreprise certifiée, à l'issue de la mise en sécurité des installations.</p> <p><b>Constats effectués lors de l'inspection du 13/01/2026 :</b></p> <p>Comme évoqué au point de contrôle n°1, la liquidation judiciaire de l'exploitant a été clôturée pour insuffisance d'actif par jugement du tribunal de commerce du 18/11/2024.</p> <p>Le site est se retrouve donc à responsable défaillant et la procédure de cessation d'activité n'a pas été achevée.</p> <p><b>En l'absence d'exploitant, l'ATTES-SECUR n'est donc plus exigible.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Réhabilitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/01/2026, article R.512-66-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réhabilitation</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2010</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats effectués lors de l'inspection précédente du 11/07/2024 :</b></p> <p>L'inspection des installations classées précisait que l'exploitant, représenté par le liquidateur judiciaire, n'a pas procédé à la réhabilitation des terrains de telle sorte qu'ils permettent un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations.</p> <p>L'inspection des installations classées demandait donc à l'exploitant d'engager les actions nécessaires pour assurer la réhabilitation des terrains de l'installation et de justifier des dispositions prises auprès de l'inspection.</p> <p><b>Constats effectués lors de l'inspection du 13/01/2026 :</b></p> <p>Comme évoqué précédemment, le site se retrouve à responsable défaillant et la procédure de cessation d'activité n'a pas été achevée.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé au bailleur ainsi qu'au futur repreneur (garage RENAULT) que conformément à l'article R.556-1 du code de l'environnement, avant tout projet de construction ou d'aménagement, le maître d'ouvrage devra réaliser, dans les conditions définies par l'article L. 556-1 de ce même code, sur la base d'une étude de sols comprenant les éléments mentionnés à l'article R. 556-2 toujours de ce même code, les éventuelles mesures de gestion de</p>

la pollution des sols, y compris les eaux souterraines, qui permettent d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection des intérêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 556-1 du code de l'environnement, au regard du nouvel usage projeté, et qu'il devra ensuite fournir une ATTES-ALUR, document obligatoire pour les demandes de permis de construire ou d'aménager sur des sites à risque en matière de pollution des sols, mise en place suite à la loi ALUR.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois